

Chronique du 12 au 18 avril 1998

Sommet de Santiago ([Déclaration de Santiago](#), [Plan d'action](#))

Le [deuxième Sommet des Amériques](#) qui s'est tenu à Santiago les 18 et 19 avril dernier nous a réservé relativement peu de surprises. Les 34 chefs d'États réunis ont formellement donné leur appui à la Déclaration de San José en ce qui touche le processus de la ZLEA (voir notre [chronique du 21 mars](#)) de même qu'à différentes initiatives régionales, en particulier dans les domaines de l'éducation, du contrôle des drogues et de la liberté d'expression (voir notre [chronique du 11 avril](#)).

Le Sommet de Santiago aura néanmoins été le lieu, ou le catalyseur, pour l'accélération de divers processus d'intégration dans les Amériques, même si ce ne fut pas nécessairement autour du projet de la [ZLEA](#) et sous le leadership américain. En effet moins de 48 heures avant le début du Sommet, le MERCOSUR signait un accord-cadre avec les pays de la Communauté andine qui prévoit la création de fait d'une zone de libre-échange sud-américaine pour l'an 2000. Le même jour, le 16 avril, un accord "pont" entre les pays du Marché commun d'Amérique centrale (MCAC) et la République Dominicaine fut signé, l'objectif avoué étant d'utiliser cet accord comme "pont" à un accord MCAC-Caricom unissant les 22 pays des deux groupes de manière à renforcer leur pouvoir de négociations dans le processus de la ZLEA. Un autre accord-cadre touchant la libéralisation du commerce et des investissements entre le MERCOSUR et les pays du MCAC fut entériné à quelques heures près de la signature de la Déclaration de Santiago. ('Hacia la zona de libre comercio sudamericana', [Sucesos](#), 17 avril 1998; '[Bridge Treaty : Central America horizons widen](#)', *Financial Times*, 16 avril 1998)

Lors du Sommet, le ministre canadien du commerce Sergio Marchi a aussi déclaré qu'il était persuadé que les négociations pour la signature d'un accord entre le Canada et le MERCOSUR allaient bientôt reprendre. Rappelons que les deux prochains mois sont importants dans les négociations entre le MERCOSUR et le Canada puisque ce dernier doit profiter de la présidence temporaire de l'Argentine, seul pays du groupe étant favorable à ces négociations, à la tête du marché commun pour faire avancer les pourparlers. Le Canada a certes amélioré son image auprès des pays latino-américains en confirmant lors du Sommet la visite officielle du Premier ministre Chrétien à Cuba à la fin du mois et en favorisant la participation de Cuba au prochain Sommet qui aura lieu au Canada en 1999. ('[Americas leaders arrive to launch free trade talks](#)', *Reuters*, 17 avril 1998)

Les critiques de la politique américaine face à Cuba de même que de la loi américaine obligeant la 'certification' des pays luttant contre le trafic des drogues ont d'ailleurs occupé une part importante des pourparlers et retenu l'attention des médias. Les États-Unis se sont montrés inflexibles sur ces deux sujets, écartant du même coup les espoirs que le nouveau mécanisme multilatéral de certification des pays de la région pourrait éventuellement remplacer la loi américaine. ('Trade-Americas : U.S. Signs Declaration but Makes no Concessions', *Inter Press Service*, 21 avril 1998)

En fait, le Sommet de Santiago nous a permis de constater la modification substantielle des relations de pouvoir entre les participants depuis le premier Sommet des Amériques à Miami en 1994. Il existait alors un certain consensus que la ZLEA ne serait en définitive qu'une extension de l'ALENA au reste des pays de l'Hémisphère occidental et que le processus se déroulerait sous le leadership américain. Aujourd'hui, non seulement est-il clair que ce processus sera long, ardu et de nature vraiment multilatérale comme le démontre les concessions américaines faites à San José le mois dernier et la consolidation des différents blocs de négociations observées au cours des derniers jours, mais il est légitime de s'inquiéter de la survie même du projet. Un premier signal d'alarme nous vient des pays du Caricom et d'Amérique centrale qui avertissent qu'à moins de signaux positifs venant des États-Unis, l'on parle maintenant d'une fenêtre de 6 à 12 mois pour l'adoption de la voie rapide, écartant du même coup l'attente de l'élection d'un nouveau président américain, ils pourraient se retirer des négociations. De plus le Sommet de Rio l'année prochaine entre les chefs d'États européens et latino-américains, qui pourrait mener au lancement formel de négociations d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le

MERCOSUR, renforcera d'autant plus la position de force du bloc sud-américain dans les négociations de la ZLEA.

Finalement le Brésil, principale force d'opposition aux États-Unis dans ces négociations, laisse de plus en plus voir qu'il considère sa politique commerciale d'un point de vue global et non régional, ses exportations étant plus ou moins divisées également entre l'Europe, les États-Unis, l'Asie et ses partenaires du MERCOSUR, pointant du doigt l'impact que pourrait avoir une négociation trop rapide de la ZLEA sur les demandes de ses autres partenaires commerciaux, sans parler de celui sur ses industries nationales. Les barrières tarifaires américaines étant plus basses que celles de la presque totalité des pays latino-américains, à l'exception du Chili, l'intérêt du Brésil est évidemment l'élimination des barrières non tarifaires américaines. Cette diversification des exportations brésiliennes, et jusqu'à un certain point de celles de ses partenaires du MERCOSUR, et le renforcement de la position du bloc sud-américain dans les négociations inquiètent la représentante au commerce américaine Charlene Barshefsky qui déclarait que ceci "n'était une évolution très positive" et que Washington veut s'assurer de demeurer "au centre d'une constellation de relations commerciales". Néanmoins comme le déclarait cette dernière en termes peu diplomatiques "les États-Unis sont un gorille de 7 trillions de dollars qui ne peuvent être ignorés". Cette réalité pointe en effet vers la nécessité d'un accord éventuel quoique dans un contexte beaucoup plus difficile pour les américains que lors des négociations de l'ALE et de l'ALENA. (['South America dazzles summit with free-trade zeal'](#), *Reuters*, 19 avril 1998; ['U.S. leaves summit with credibility on trade tarnished'](#), *Reuters*, 19 avril 1998)